Laïcité mode d'emploi

Jean Baubérot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9072>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.9072

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 octobre 2009

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Jean Baubérot, « Laïcité mode d'emploi », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 24 | 2009, mis en ligne le 05 octobre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9072> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.9072>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Laïcité mode d'emploi

Jean Baubérot

- 1 L'origine des sciences sociales des religions, deux grands penseurs : Max Weber, imprégné de protestantisme et Émile Durkheim, fils de rabbin. Progressivement, la sociologie religieuse, d'abord pastorale en France, s'est affranchie de ses liens avec les Églises et a construit une approche scientifique de type académique. Gabriel Lebras, professeur à l'EPHE, a réussi à faire accepter cette autonomisation par les autorités catholiques permettant à Émile Poulat et François Isambert (sociologie du catholicisme), Henri Desroches (dissidences religieuses, millénarisme), Jacques Maître (liens entre sociologie et psychanalyse) de fonder le Groupe de sociologie des religions au CNRS. De leurs réflexions sont nées les Archives de sociologie des religions (devenues *Les Archives de sciences sociales des religions*), fédérant ainsi un milieu scientifique extrêmement fécond.
- 2 « Ma génération qui est aussi celle de Danièle Hervieu-Léger, de Jean-Paul Willaime, a été nourrie par cette pensée des pères fondateurs de la sociologie de la religion en France », affirme Jean Baubérot. Une des manières d'acquérir un statut scientifique était de prendre part aux débats internationaux sur les théories de la sécularisation, nombreux dans le monde anglo-saxon. Outre la réflexion sur Weber et Durkheim, il y a eu le souci de diffuser et de faire connaître ces débats. Des articles de Robert Bellah, de Peter Berger, de Brian Wilson ont fait date. En même temps, on a assisté à une relativisation des théories de la sécularisation. Le titre d'un article de P. Berger et Thomas Luckmann parle de « sécularisation » dans la version anglaise et de « pluralisme » dans la traduction française. Mais alors que l'aspect trop polysémique de la notion de sécularisation était contesté, « dans les années 1960, l'apport francophone a peiné à émerger », regrette-t-il, et la notion de « laïcité » n'a guère été, alors, problématisée.
- 3 Maintenant, outre Jean Baubérot, des chercheurs comme Roberto Blancarte (Mexique), Micheline Milot (Canada), etc. font la distinction entre sécularisation et laïcisation. La sécularisation est un phénomène socioculturel lié à la dynamique de la société globale. La laïcisation est plutôt un phénomène politico-juridique lié à l'État-nation et à ses mutations.

Laïcisation et sécularisation

- 4 En l'appréhendant comme un processus, on déconstruit le terme de laïcité, pour travailler sur les éléments qui le constituent et les envisager de manière dynamique. Le processus de laïcisation peut différer suivant les époques, les pays, les domaines... Au Québec, l'État est laïque depuis longtemps, mais l'éducation ne le devient que maintenant. La sécularisation ne se focalise pas sur l'État-nation mais sur des mutations macrosociologiques, l'industrialisation ou l'urbanisation (qui, cependant, ne l'entraînent pas ipso facto) et la dynamique sociale : quand les couples ont fait moins d'enfants malgré les prescriptions de l'Église catholique, ils s'en sont éloignés, ils se sont sécularisés. En revanche, c'est un phénomène de laïcisation qui générera les lois sur la neutralité religieuse de l'école, la contraception, l'avortement, ou, via l'Europe, enlèvera (en Grèce) la mention de la religion sur la carte d'identité.

En France et en Europe

- 5 « J'ai pu montrer que le processus de sécularisation prédomine au Royaume-Uni¹, alors qu'en France, c'est celui de laïcisation », précise-t-il. En Angleterre, pas de conflit frontal, mais une sécularisation interne qui a maintenu des rituels religieux symboliques comme emblème du lien social. En France, la République a dû privatiser un catholicisme qui constituait un enjeu politique. La Grèce est toujours un pays peu laïcisé où la religion orthodoxe a longtemps symbolisé la nation en l'absence d'État, comme dans d'autres territoires chrétiens soumis à l'empire ottoman. La Pologne a été partagée entre la Prusse protestante et la Russie orthodoxe et le catholicisme maintenait l'identité nationale. En Allemagne, la nation a existé avant l'État. En France et en Turquie, l'État a voulu enseigner la nation : la laïcisation est souvent différente suivant les rapports entre l'État et la nation.

Une école française de sociologie des religions

- 6 « Avant et pendant Mai 68, j'étais protestant et membre des Étudiants Communistes. Après la période contestataire, j'ai éprouvé la nécessité de posséder des armes théoriques, intellectuelles et de sortir d'une modernisation du marxisme pour avoir une vue plus sociologique et plus globale. » Et Jean Baubérot poursuit : « J'ai soutenu ma thèse de doctorat d'État en 1984 sur *« Le protestantisme face à la laïcisation de la société française »*, à un moment où la laïcité semblait déconsidérée car les manifestations de l'école libre avaient conduit le projet Savary à l'échec. Passant d'une démarche d'historien à une démarche de sociologie historique, j'avais émis dans les années 1970, l'hypothèse de seuils de laïcisation, puis de pacte laïque pour rendre compte de la mutation de 1905. » Le L de laïcité faisait alors son apparition.
- 7 « En 1990, j'ai fondé une petite équipe, *« Histoire et sociologie de la laïcité »*, à l'EPHE où nous avons commencé à travailler sur la distinction laïcisation-sécularisation. Elle n'est malgré tout pas consensuelle chez les sociologues. Les anglophones notamment *« font de la résistance »*. Il ne s'agit pas d'une querelle nationaliste ni même linguistique, mais de savoir s'il n'est pas plus opératoire, plus performant d'utiliser deux notions comme instruments de mesure, tout en évaluant leurs interférences. » À quand donc une « zone socioreligieuse » en Europe ?

Quand les sages se penchent sur la laïcité

Jean Baubérot a fait partie des dix-huit sages de la Commission (dite « Commission Stasi ») sur l'application du principe de laïcité dans la République. Il s'est clairement démarqué de la position de ses collègues. Il s'en explique*. Le travail de la commission a illustré les problèmes structurels de la mentalité française, habituée à l'histoire et à la philosophie enseignées dans le secondaire alors que la sociologie ne fait son apparition qu'à l'université. D'où une certaine légitimité reconnue aux historiens et non aux sociologues. Les propos d'Alain Touraine sur

l'importance des aspects pluriculturels des sociétés modernes ont été perçus plus comme une opinion que comme une analyse validée sur le plan académique et scientifique. En tant que sociologue, j'étais assez isolé dans la formulation des questions à débattre. Par exemple, comment séparer « orthodoxie » et « intégrisme » ? Mettre des balises face au danger extrémiste, tout en l'isolant ? J'ai proposé qu'on interdise les tenues et pas les signes. On aurait autorisé le bandana qui n'est pas forcément une tenue religieuse, les organisations musulmanes étant d'accord avec ce compromis. Cette mesure n'excluait pas les jeunes filles et permettait une meilleure gestion de la discipline au niveau du corps enseignant. Or, la commission n'a pas été maîtresse de la question sur laquelle elle devait se prononcer. Et ma proposition sur les tenues n'a pas été mise au vote. Je me suis donc désolidarisé. Conséquence : les jeunes filles portant le foulard sont scolarisées et socialisées dans des écoles musulmanes qui se créent depuis (une vient de passer contrat avec l'État). Je suis pour la liberté de l'enseignement, au nom des libertés républicaines, mais la laïcité n'est pas dans son rôle si elle incite des élèves à quitter l'école publique pour le privé. Si l'école laïque est « émancipatrice », pourquoi exclure des jeunes filles et les mettre dans une école privée ?

À mon sens, l'abstention était le meilleur acte politique et citoyen. Jules Ferry a dit : « Il faut que la femme appartienne à la science et non à l'Église ». À la commission, une femme a dit : « *Il faut que la femme appartienne à la laïcité et non pas à l'intégrisme.* » À chaque fois, la « femme » ne s'appartient pas elle-même. Cette vieille mentalité laïque de la femme soumise au pouvoir clérical s'est immiscée de manière inconsciente dans les débats. Ce « terrorisme intellectuel » a joué auprès de certains membres. Les analyses de sociologue permettent de réfléchir sans pour autant se laisser influencer par les idées dominantes. On peut les critiquer et être dialectique en voyant aussi les angles morts du débat.

* J. Baubérot. *Laïcité 1905-2005, entre passion et raison*. Le Seuil 2004 ; *La laïcité expliquée à Monsieur Sarkozy ...et à ceux qui écrivent ses discours*. Albin Michel, 2008.

Passage dans le 10^e arrondissement de Paris (Réf. Le Courrier du CNRS « Villes », n°82, juin 1996). © CNRS Photothèque/Jean-Marc Rennes

NOTES

1. J. Baubérot, S. Mathieu. *Religion modernité et culture au Royaume-Uni et en France (1800-1914)*. Seuil, coll. Points Histoire, 2002.

RÉSUMÉS

Jean Baubérot porte en observateur engagé un regard critique sur la vision trop simpliste de la laïcisation par la société. Entre confusion des genres et idées reçues, il propose, armé de son « bâton de pèlerin », une approche non dogmatique de la question. Ou comment son combat s'est transformé en une véritable profession de foi.

AUTEUR

JEAN BAUBÉROT

Jean Baubérot est un historien et sociologue français, spécialiste de la sociologie des religions et fondateur de la sociologie de la laïcité. Il a été le premier directeur du Groupe « Sociétés, religions, laïcités » (CNRS-EPHE) dont il est toujours membre et dont le directeur actuel est Philippe Portier.